

Les Ivoiriens considèrent que la compétition politique va de pair avec la violence

Dépêche No. 53, Afrobaromètre | Koffi Stéphane et Koné Joseph

Résumé

Les différents événements qui se sont déroulés en Côte d'Ivoire ont fait régner un climat d'insécurité dans la vie des Ivoiriens. Les forces de l'ordre, plus précisément la police et la gendarmerie, n'arrivent plus à mettre en confiance la population.

Les hommes politiques se servent de la population, surtout de la jeunesse, afin d'atteindre leurs buts. Cela conduit souvent à des violences et dans le pire des cas à une guerre civile, à laquelle les Ivoiriens ont déjà été victimes.

En effet, les Ivoiriens n'ont pas confiance aux forces de l'ordre et redoutent les violences dues à la compétition entre partis politiques, indique le plus récent sondage Afrobaromètre.

Selon l'enquête, la perception de la sécurité au sein des quartiers et des domiciles s'est légèrement améliorée depuis l'enquête précédente en 2013. C'est dans le domaine politique que la perception du lien entre compétition multipartite et violence ainsi que la peur d'être victimes des telles violences ont un taux en Côte d'Ivoire supérieur à celui de plusieurs autres pays d'Afrique.

Les résultats suggèrent que les Ivoiriens attendent des mesures pour restaurer leur confiance en la police/gendarmerie et pour garantir leur sérénité lors de compétitions des partis politiques.

L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisane qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Cinq séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2013, et les enquêtes de la Série 6 sont actuellement en cours (2014-2015). Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de 1.200 à 2.400 répondants.

L'équipe Afrobaromètre en Côte d'Ivoire, dirigé par le Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI), a interviewé 1.200 adultes ivoiriens en août-septembre 2014. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-2% à un niveau de confiance de 95%. Une enquête précédente a été menée en Côte d'Ivoire en 2013.

Résultats clés

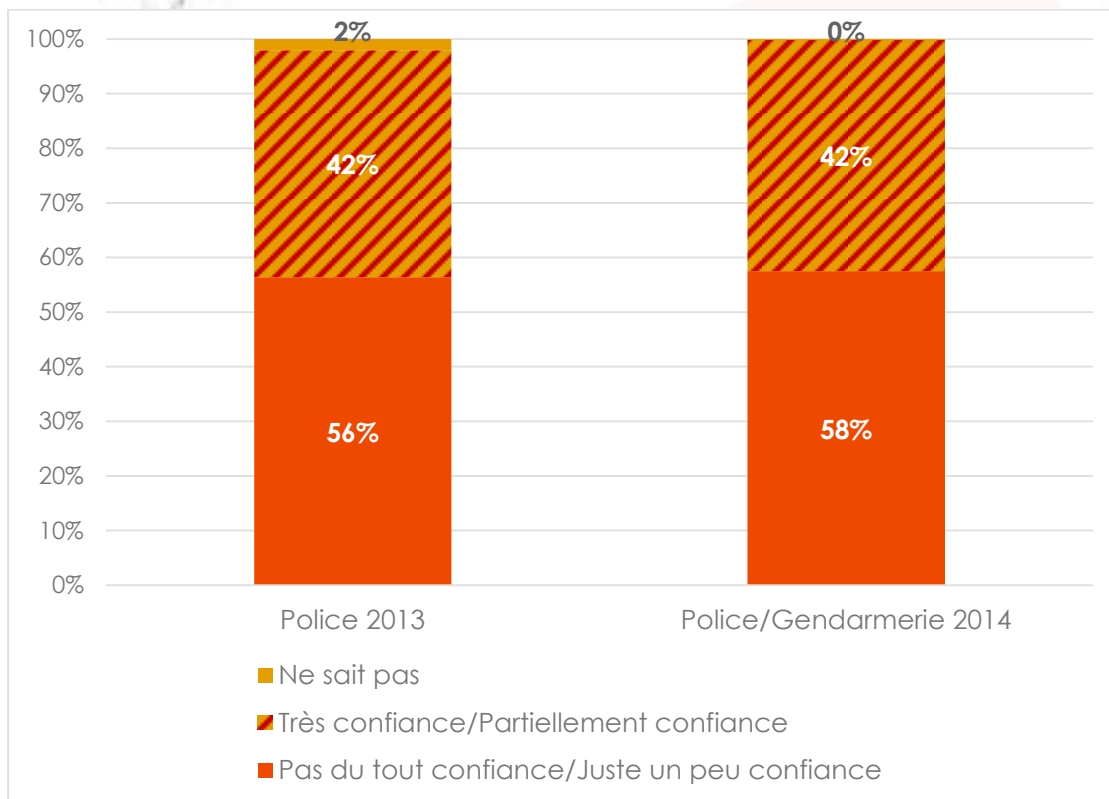
- Environ six Ivoiriens sur 10 ont « juste un peu » ou « pas du tout » confiance en la police/gendarmerie.
- Pour plus de huit Ivoiriens sur 10, la compétition entre partis politiques est synonyme de conflits violents.

- Seuls deux Ivoiriens sur 10 considèrent que les électeurs ne sont jamais menacés de violence dans les urnes.
- Un Ivoirien sur deux a peur d'être victime d'intimidation ou de violence pendant les campagnes électorales.

Confiance en la police et la gendarmerie

Plus de la moitié des Ivoiriens (58%) n'ont « pas du tout confiance » ou ont « juste un peu confiance » en la police et la gendarmerie (Figure 1). Cette proportion n'a pas changée de façon significative depuis 2013.

Figure 1: Confiance en la police/gendarmerie | Côte d'Ivoire | 2013-2014



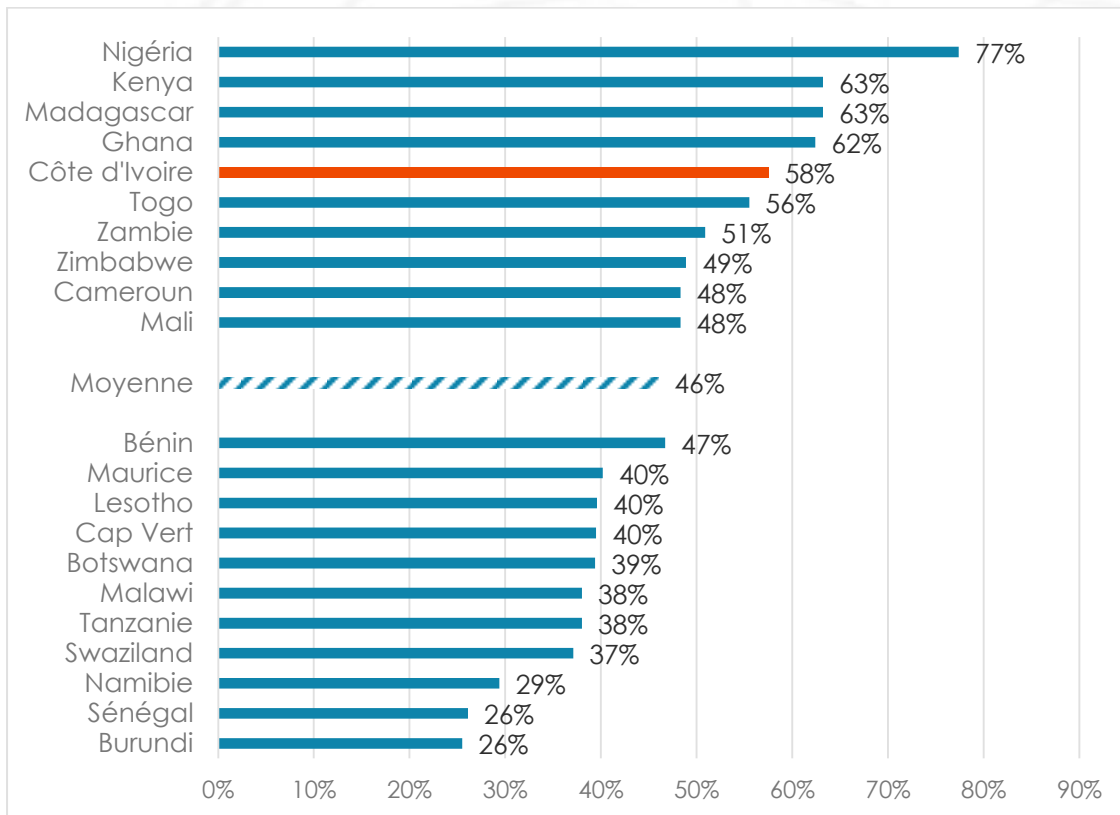
La question posée aux répondants: Faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer:

En 2013: La police?

En 2014: La police/gendarmerie?

En comparaison avec d'autres pays africains, la Côte d'Ivoire est au-dessus de la moyenne en termes de méfiance dans la police/gendarmerie. Parmi 21 pays dont les données de la Série 6 d'Afrobaromètre étaient déjà disponibles, le pays est classé cinquième en ce qui concerne ce manque de confiance (Figure 2).

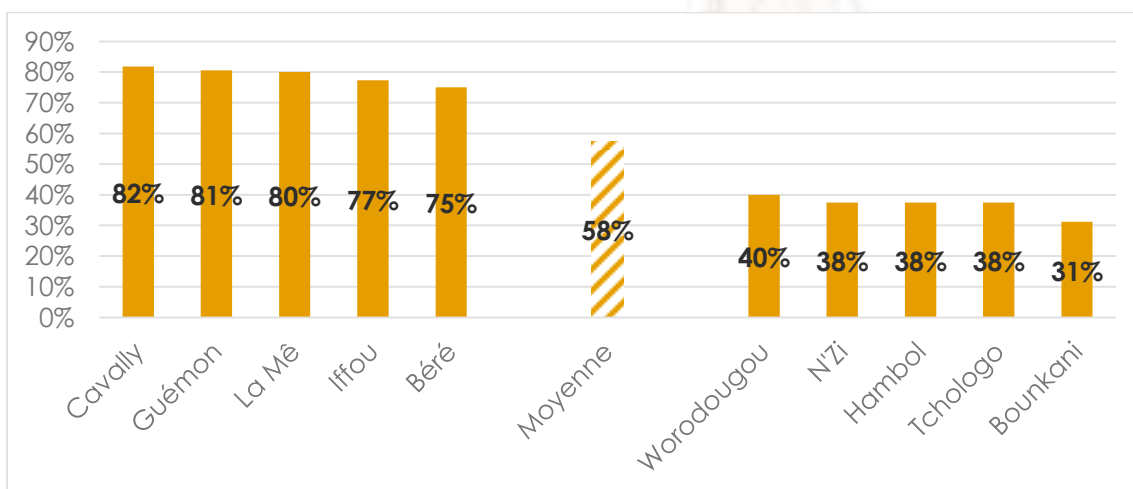
Figure 2: Manque de confiance en la police/gendarmerie | 21 pays africains | 2014/2015



(% « pas du tout confiance » ou « juste un peu confiance »)

Les régions du Cavally, du Guémon, de la Mê, de l'Iffou, et du Béré sont celles qui affichent le plus grand manque de confiance en la police/gendarmerie, contrairement à celles du Bounkani, du Tchologo, du Hambol, du N'Zi, et du Worodougou, qui montrent plutôt le plus grand niveau de confiance (Figure 3).

Figure 3: Manque de confiance en la police/gendarmerie | régions les plus hautes et plus basses | Côte d'Ivoire | 2014



(% « pas du tout confiance » ou « juste un peu confiance »; la figure montre les régions avec les proportions les plus hautes et les plus basses en Côte d'Ivoire)

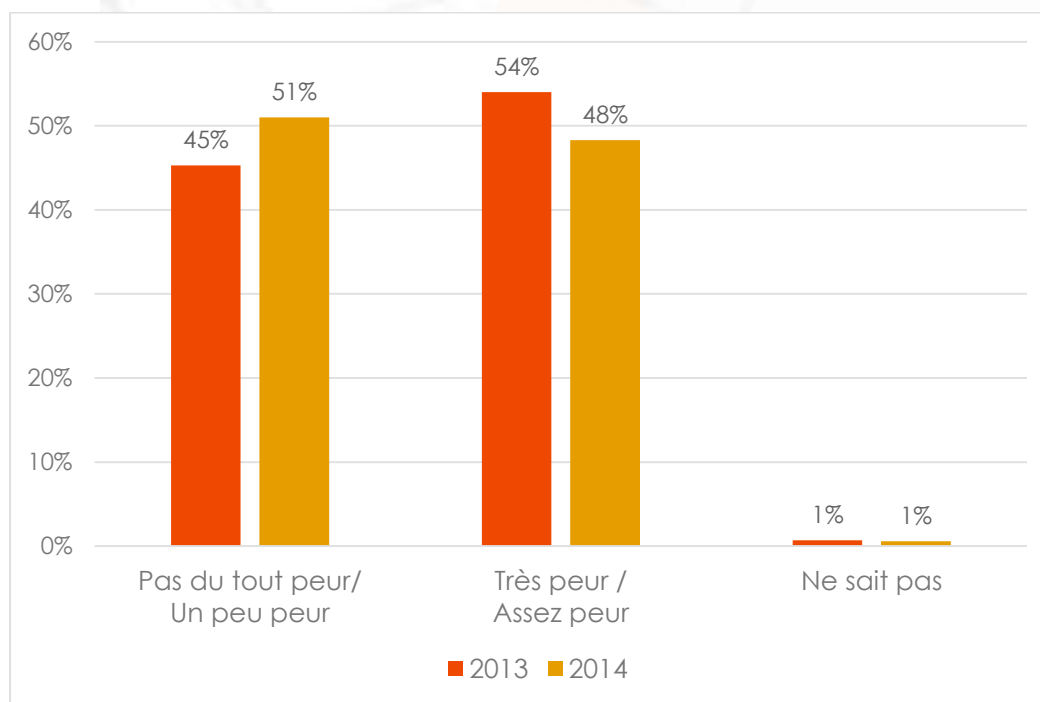
Le spectre de la violence

Même si plus de quatre Ivoiriens sur 10 se plaignent de la difficulté d'obtenir l'assistance de la police (46% disent qu'il est « difficile » ou « très difficile ») et de la réponse du gouvernement à la criminalité (42% disent qu'il répond « très mal » ou « plutôt mal »), dans les quartiers et les domiciles la perception de l'insécurité s'est légèrement améliorée depuis 2013. La proportion de la population qui s'est « jamais » sentie en insécurité pendant les 12 mois précédents l'enquête a augmenté (de 58% à 64%), ainsi que celle qui n'a « jamais » craint de subir un crime dans leur maison (de 66% à 79%) et celle qui n'a « jamais » été victime d'un vol dans sa maison (78% à 82%).

Plutôt, à l'approche de l'élection présidentielle, c'est dans le domaine de la politique que force est de constater que la peur est toujours présente chez les Ivoiriens.

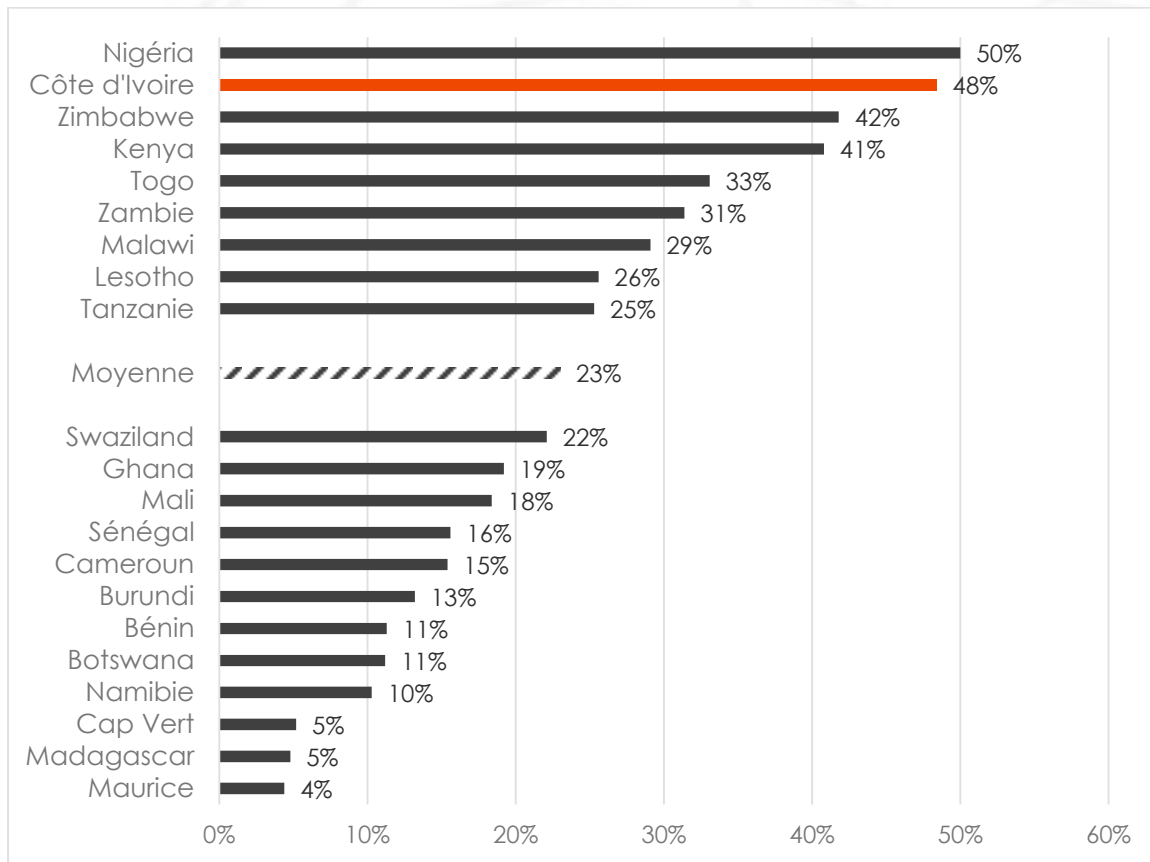
En effet, malgré une baisse depuis 2013, un Ivoirien sur deux (48%) a toujours « très peur » ou « assez peur » d'être victime d'intimidation ou de violence pendant les campagnes électorales (Figure 4). Parmi les 21 pays africains cités ci-dessus, seul en Nigéria est ce taux plus élevé qu'en Côte d'Ivoire (Figure 5).

Figure 4: Peur d'être victime d'intimidation politique ou de violence | Côte d'Ivoire
 | 2013-2014



La question posée aux répondants: Pendant les campagnes électorales dans ce pays, à quel degré avez-vous eu peur d'être victime d'intimidation politique ou de violence?

Figure 5: Peur d'être victime d'intimidation politique ou de violence | 21 pays africains | 2014/2015

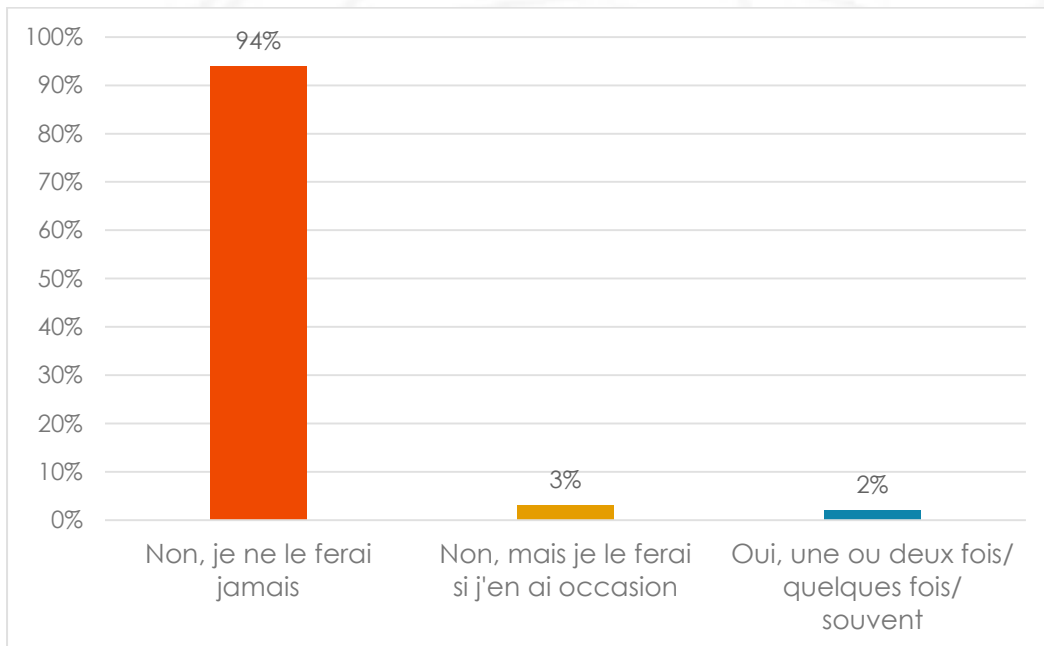


(% qui disent « très peur » ou « assez peur »)

Violence et compétition entre partis politiques

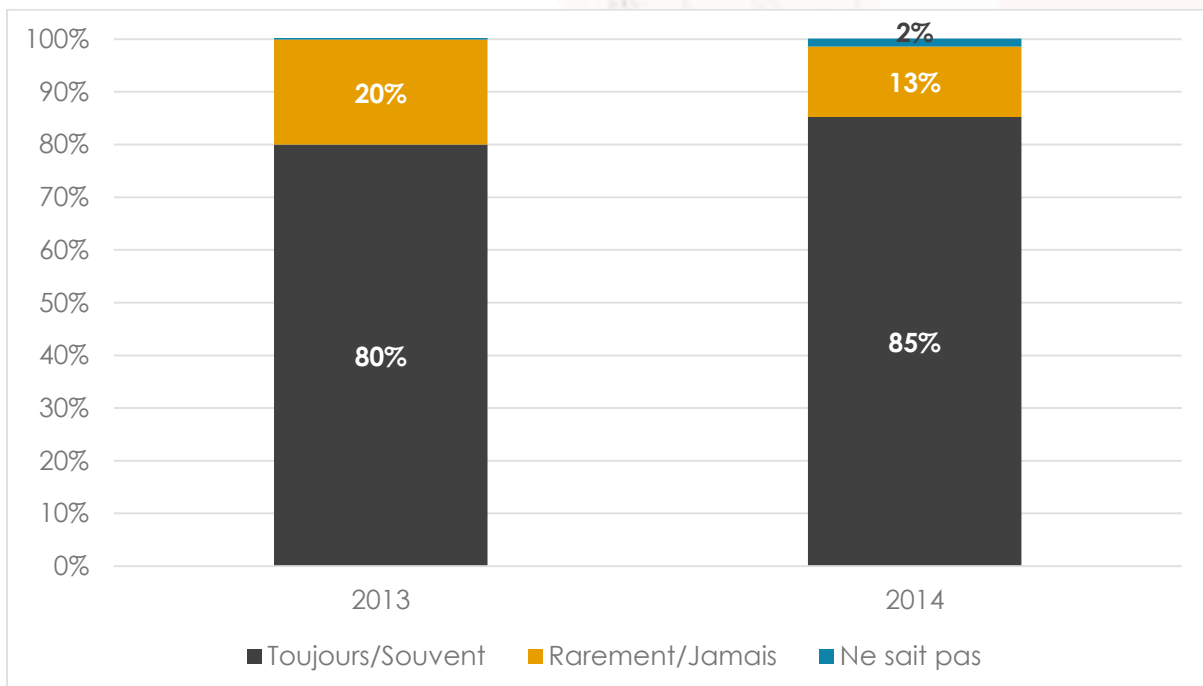
En 2013, la quasi-totalité des Ivoiriens refusaient l'utilisation de la force ou de la violence pour une cause politique (Figure 6). Malgré ce fait, ils sont 85% des Ivoiriens en 2014 à considérer que la compétition entre partis politiques conduit « toujours » ou « souvent » à des conflits violents. Ce nombre est en augmentation par rapport à 2013, où ils étaient 80% à l'exprimer (Figure 7). Sur cette question, la Côte d'Ivoire se classe en première place parmi 20 pays africains (Figure 8).

Figure 6: Utilisation de la force ou de la violence pour une cause politique | Côte d'Ivoire | 2013



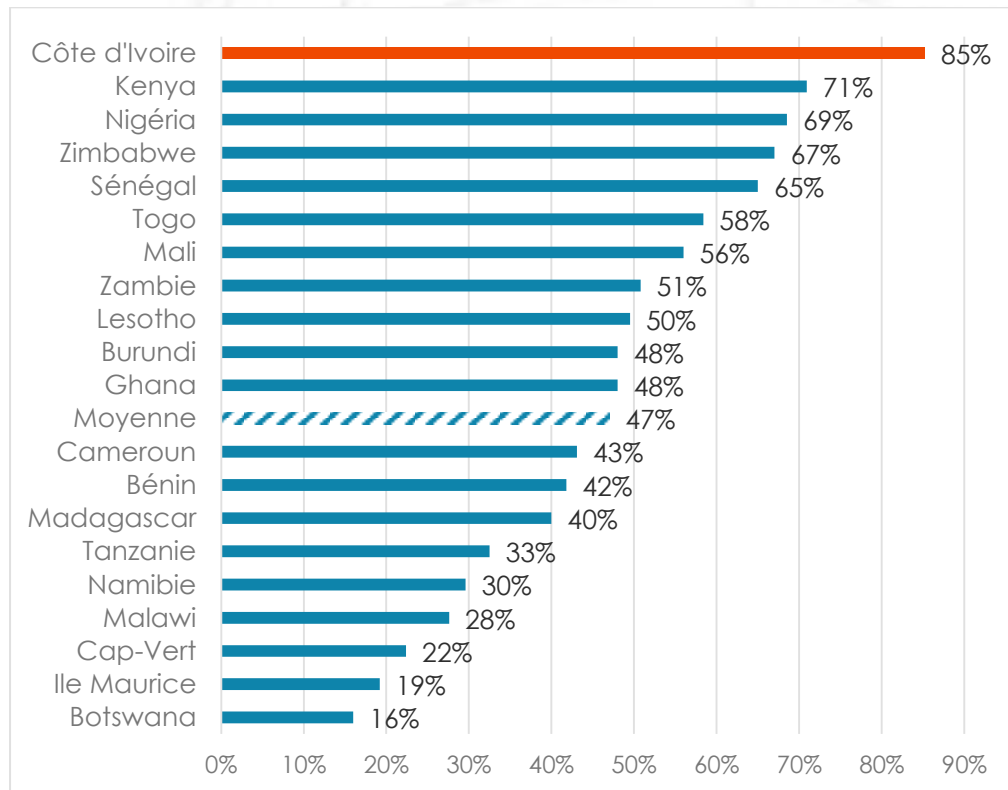
La question posée aux répondants: Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous avez personnellement effectué une de ces actions au cours des 12 derniers mois. Si non, le feriez-vous si vous en aviez l'occasion: Utiliser la force ou la violence pour une cause politique?

Figure 7: Compétition entre partis politiques et conflits violents | Côte d'Ivoire | 2013-2014



La question posée aux répondants: Selon vous, à quelle fréquence est-ce que la compétition entre partis politiques conduit-elle à des conflits violents?

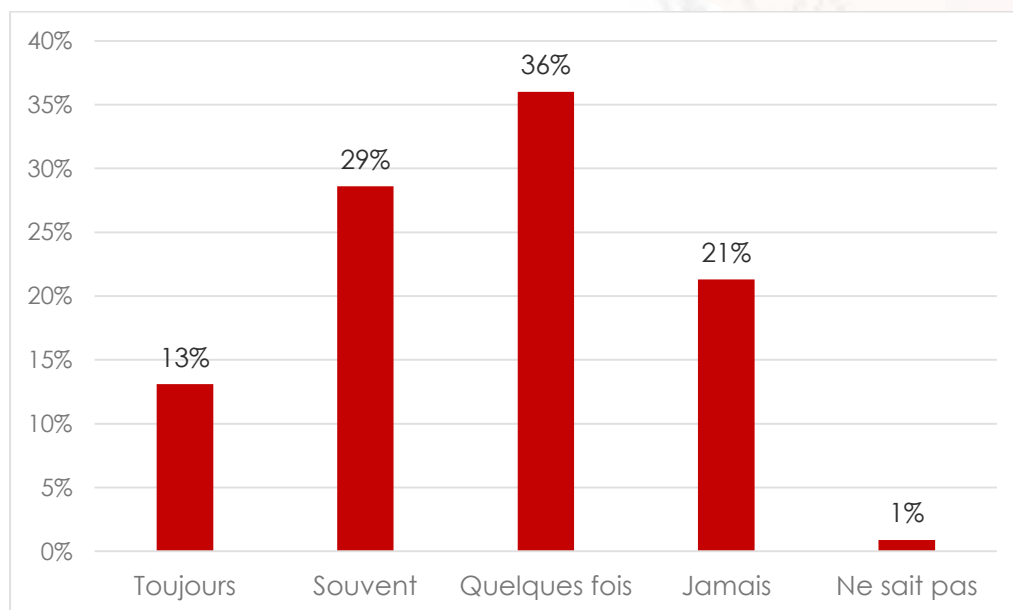
Figure 8: Compétition entre partis politiques et conflits violents | 20 pays africains
 | 2014/2015



(% qui disent « toujours » ou « souvent »)

Enfin, seuls deux Ivoiriens sur 10 considèrent que les électeurs ne sont « jamais » menacés dans les urnes (Figure 9).

Figure 9: Electeurs menacés de violences dans les urnes | Côte d'Ivoire | 2014



La question posée aux répondants: A votre avis, combien les situations suivantes surviennent lors des élections dans ce pays: Les électeurs sont menacés de violence dans les bureaux de vote?

Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Koffi Stéphane (ksplacide@gmail.com) et **Koné Joseph** (spiderone0@gmail.com) sont chargés de recherche au Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI) à Abidjan.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Afrobaromètre est soutenu financièrement par le Département britannique pour le développement international (DFID), l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque Mondiale, et la Fondation Mo Ibrahim.

Pour plus d'informations, veuillez visiter www.afrobarometer.org.

Dépêche No. 53, Afrobaromètre | 22 octobre 2015